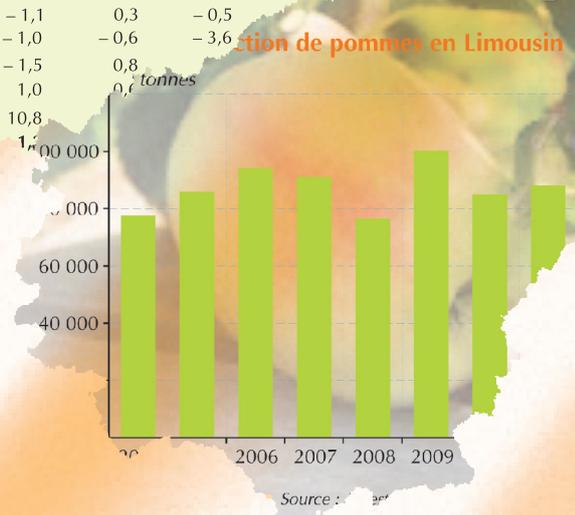
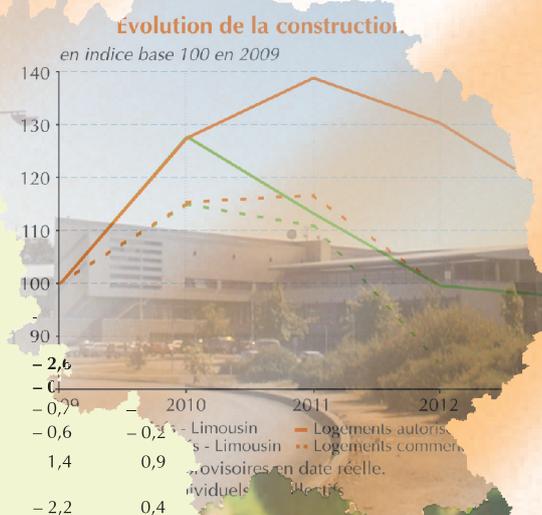


Le bilan économique 2013 en Limousin

	2013 (milliers)		Evolution annuelle	
	Limousin	Limousin	France	France métropolitaine
Commerce de gros	34,7	- 1,9	-	-
Commerce de détail	5,9	- 1,2	- 0,3	- 0,3
Industrie	4,1	1,7	- 0,3	- 0,3
Construction	5,6	- 3,7	- 1,8	- 1,8
Transport	1,7	- 0,7	- 2,1	- 2,1
Information et communication	17,4	- 2,5	- 2,1	- 2,1
Services	14,0	- 4,3	- 1,8	- 1,8
Commerce de détail marchand	88,9	- 0,4	0,4	0,4
Commerce de gros	30,1	- 0,8	- 0,4	- 0,4
Commerce de détail	14,8	- 0,7	- 0,3	- 0,3
Hébergement - restauration	7,2	- 3,2	- 0,4	- 0,4
Information et communication	2,2	- 3,4	0,5	- 2,2
Services financiers	5,5	- 1,1	0,3	- 0,5
Commerce de détail marchand	1,5	- 1,0	- 0,6	- 3,6
Commerce de détail	4,9	- 1,5	0,8	0,8
Commerce de détail		1,0		
Commerce de détail		10,8		



Le bilan économique 2013 en Limousin

SOMMAIRE

Synthèse nationale	Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise	2
Synthèse régionale	En Limousin, une année 2013 difficile malgré quelques signes d'accalmie	3
EMPLOI CHÔMAGE		
Emploi salarié	Nouvelle dégradation de l'emploi salarié limousin en 2013	4
Chômage et politiques d'emploi	Premiers signes d'accalmie sur un marché du travail toujours sous tension	6
ENTREPRISES		
Démographie des entreprises	En 2013, les créations d'entreprises s'orientent légèrement à la baisse en Limousin	8
SECTEURS D'ACTIVITÉ		
Agriculture	En 2013, la baisse de la production bovine soutient les cours	10
Construction	La construction neuve de logements au plus bas depuis vingt ans	12
Tourisme	Pas d'embellie pour l'hôtellerie, saison stable dans les campings	14
Transports	Transports : la reprise se fait attendre.	16
ZOOM SUR :		
Prestations sociales	Une progression des bénéficiaires de prestations sociales plus mesurée qu'au niveau national	18

Le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise

Ralentissement de l'activité mondiale

En 2013, l'activité mondiale ralentit légèrement sous l'effet de la propagation de la crise des dettes souveraines, de l'intensification de la consolidation budgétaire, notamment aux États-Unis, et du nouveau coup de frein des économies émergentes. Dans les économies avancées, la progression de l'activité reste modeste en 2013 comme en 2012 (+1,3 % après +1,4 %). Cette croissance limitée masque un profil trimestriel marqué : l'activité a stagné durant les trois derniers trimestres 2012, alors que depuis début 2013, elle progresse vigoureusement. Dans les économies émergentes, l'activité pâtit des turbulences monétaires et des forts mouvements de change qui les ont accompagnées. Dans la zone euro, l'activité se contracte à nouveau sous l'effet de la crise des dettes souveraines et de la consolidation budgétaire mais la zone, y compris l'Europe du Sud, sort de la récession mi-2013. Au sein de la zone, les hétérogénéités restent néanmoins fortes.

En France, l'économie n'accélère pas

Contrairement au reste de la zone euro, l'économie française n'accélère pas. Le PIB progresse légèrement, de 0,3 %, comme en 2012, après une croissance de 2,1 % en 2011. Le principal contributeur à la croissance du PIB est la demande intérieure. La consommation des ménages progresse de 0,2 % après avoir reculé de 0,5 % en 2012, aidée par la stabilisation du pouvoir d'achat du revenu des ménages qui avait reculé de 0,9 % en 2012. En effet, si le revenu des ménages accélère à peine, l'inflation baisse en revanche nettement (+0,6 % en moyenne annuelle en 2013 après +1,4 % en 2012). La demande intérieure est de plus soutenue par la progression des dépenses de consommation des administrations publiques (+2,6 % en 2013, après +2,8 % en 2012). L'investissement public progresse également, de 1,0 % après +1,6 % en 2012. En revanche, l'investissement des entreprises non financières se replie en 2013 (-0,9 % après +0,1 %) et l'investissement des ménages continue de baisser fortement

(-3,1 % après -2,2 %). La production d'énergie, eaux et déchets progresse mais ralentit (+1,2 % en 2013 après +2,1 % en 2012). La baisse de la production dans la construction se poursuit en 2013 (-1,4 % après -1,7 % en 2012). La production de services marchands continue de progresser mais ralentit légèrement (+0,7 % après +0,9 % en 2012), de même que celle des services non marchands (+1,5 % après +1,6 % en 2012).

Le pouvoir d'achat des ménages se stabilise et leur consommation progresse légèrement

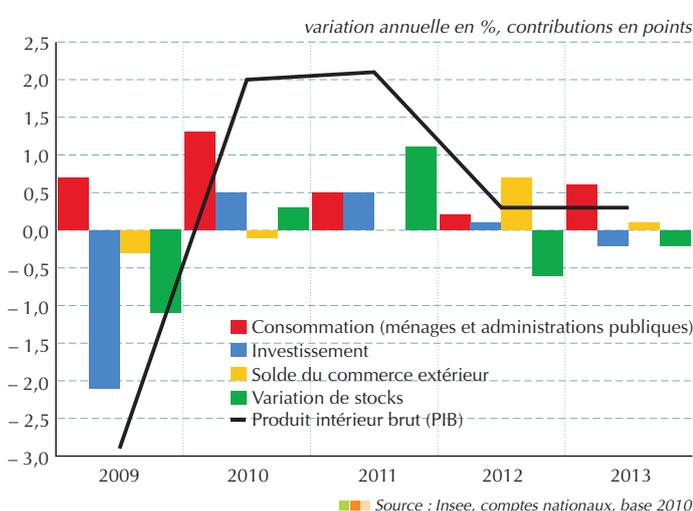
En 2013, le pouvoir d'achat du revenu des ménages se stabilise alors qu'il reculait en 2012, principalement en raison de la moindre inflation. La consommation progresse faiblement (+0,2 %) après avoir reculé en 2012 (-0,5 %). En particulier, les dépenses en biens manufacturés continuent de se replier (-0,8 %) après la chute de 2012 (-1,5 %).

Un moindre recul de l'emploi en 2013

L'emploi marchand recule en 2013 (-0,7 %), en lien avec la faiblesse de l'activité. L'emploi total recule toutefois plus légèrement (-0,3 %, alors qu'il s'était stabilisé en 2012) du fait de la progression de l'emploi non marchand (+0,4 %), soutenue par le dynamisme des emplois aidés. Le taux de chômage progresse en moyenne annuelle (9,9 % après 9,4 %).

Laurent Clavel
Insee, Direction des études et synthèses économiques

Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



En Limousin, une année 2013 difficile malgré quelques signes d'accalmie

En 2013, l'activité économique poursuit son redressement dans les économies avancées. Malgré une embellie au cours des trois derniers trimestres, l'activité se contracte dans la zone euro. En France, comme en 2012, la croissance du PIB s'oriente faiblement à la hausse en 2013 (+ 0,3 %), grâce notamment au rebond de l'activité enregistré au quatrième trimestre. Dans ce contexte de croissance modeste, l'activité limousine peine à se redresser malgré quelques signes d'éclaircie.

L'emploi salarié se dégrade encore

En 2013, l'emploi salarié limousin dans les secteurs marchands s'inscrit à la baisse pour la troisième année consécutive (- 1,2 %). Si ce repli est plus mesuré qu'en 2012, il demeure plus marqué qu'au niveau national (- 0,2 %). La contraction des effectifs concerne les trois départements limousins et tous les secteurs d'activité, hormis l'intérim. Au total, plus de 1 600 emplois salariés ont été détruits dans la région malgré la progression du nombre d'emplois aidés et la signature de près de 1 100 contrats d'avenir.

Progression ralentie de la demande d'emploi

Parallèlement, la demande d'emploi continue de progresser mais à un rythme ralenti et le recours au chômage partiel s'est intensifié par rapport à 2012. Par ailleurs, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi se replie de nouveau mais de façon plus modérée qu'en 2012.

Le taux de chômage au sens du BIT, calculé à partir de l'enquête emploi, dans un contexte de départs nombreux en retraite, recule légèrement (- 0,1 point) après deux années de progression. Il s'établit, fin 2013 à 9,0 % de la population active, soit 0,8 point en dessous du taux de

chômage national.

Le recours aux prestations familiales et sociales poursuit sa progression : le nombre d'allocataires des Caisses d'allocations familiales du Limousin augmente de 1,4 % sur l'année, une hausse un peu moins marquée qu'au niveau national. L'augmentation du nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active est particulièrement importante (+ 5 %), tout en restant dans les mêmes proportions qu'en 2012.

Moins de créations mais moins de défaillances d'entreprises

Dans ce contexte déprimé, les créations d'entreprises repartent légèrement à la baisse en 2013. Ce repli concerne quasiment tous les secteurs d'activité. Par ailleurs, les défaillances d'entreprises ont été moins nombreuses qu'en 2012 alors qu'elles ont progressé en France métropolitaine.

Conjoncture difficile dans la construction

La conjoncture reste particulièrement morose dans la construction. De nouveau en repli, les mises en chantier de logements neufs sont au plus bas depuis près de vingt ans. L'activité se contracte également dans la construction de locaux. En 2013, les autorisations de construction de logements et de bâtiments non résidentiels ont reculé alors que le secteur de l'entretien et la rénovation se maintient. Dans les travaux publics, la situation demeure fragile.

Pas de reprise dans les transports

Le secteur des transports peine à redémarrer en Limousin. Les volumes de marchandises transportées sont orien-

tés à la baisse, le trafic de voyageurs fléchit légèrement, l'emploi se replie et la demande d'emploi progresse. Seuls témoins d'une légère amélioration, les créations d'entreprises sont en hausse dans le secteur.

Une année agricole en demi-teinte

Dans l'agriculture, l'année 2013 est bien orientée pour les productions végétales limousines : c'est le cas de la pomiculture qui se relève après une année 2012 difficile. Sur le marché de la viande, les abattages bovins et ovins reculent. La faiblesse de l'offre soutient les cours. Les prix des intrants restent élevés en moyenne et pèsent sur des revenus agricoles qui devraient encore demeurer inférieurs à la moyenne nationale.

Nouveau repli dans l'hôtellerie

Les campings de la région ont bénéficié d'une fréquentation estivale globalement satisfaisante. L'afflux de campeurs étrangers a compensé le repli de la clientèle française. Dans l'hôtellerie, le retour de la clientèle étrangère ne suffit pas et le repli de la fréquentation s'accroît sur l'année. Par ailleurs, les fermetures d'hôtels se poursuivent, principalement en milieu rural.

Malgré quelques signes d'accalmie, l'année 2013 aura été une nouvelle année difficile en Limousin alors que l'activité économique a accéléré en fin d'année dans la zone euro et au niveau national. En 2014, la reprise devrait se consolider dans la zone euro mais le profil de l'activité devrait être moins régulier en France.



Nouvelle dégradation de l'emploi salarié limousin en 2013

En 2013, l'emploi salarié dans les secteurs marchands s'inscrit à la baisse en Limousin, et ce, pour la troisième année consécutive. Si le recul est moins important qu'en 2012, l'emploi salarié s'est plus fortement dégradé qu'au niveau national. L'emploi se replie dans les trois départements limousins et la baisse concerne tous les secteurs d'activité, hormis l'intérim.

En Limousin, l'emploi salarié s'oriente à la baisse pour la troisième année consécutive. Le repli est moins marqué qu'en 2012 (-1,2 % après -1,5 %). Depuis le début de la crise de 2008, 7,5 % de l'emploi salarié a été détruit. En 2013, dans la région, les effectifs se sont contractés lors des trois premiers trimestres avant de repartir à la hausse au quatrième trimestre. Au total, plus de 1 600 emplois ont été détruits.

Ainsi, le Limousin est l'une des régions de France métropolitaine où l'emploi salarié s'est le plus dégradé en 2013. Elle figure au quatrième rang des régions les plus affectées par la baisse des effectifs derrière la Lorraine, la Champagne-Ardenne, la Haute-Normandie et au même niveau que la Bourgogne.

En France métropolitaine, l'emploi salarié s'inscrit à nouveau à la baisse. Après être resté stable au premier trimestre 2013, il s'est contracté aux deuxième et troisième trimestres avant de se redresser légèrement à la fin de l'année. Au final, au niveau national, l'emploi salarié se replie pour la seconde année consécutive, mais la baisse est moindre en 2013 qu'en 2012 (-0,2 % après -0,6 %).

L'emploi salarié se replie dans les trois départements limousins

L'emploi diminue en Creuse pour la sixième année consécutive. Le recul est plus prononcé qu'en 2012 (-2,4 % après -1,3 %, soit 390 postes détruits en 2013). Les pertes d'emploi concernent tous les secteurs excepté l'intérim (+3,9 %). La baisse affecte tout particulièrement les services marchands hors intérim et dans une moindre mesure la construction et l'industrie.

Les pertes sont également conséquentes en Haute-Vienne bien que le recul de l'emploi salarié soit moins important qu'en 2012 (-1,3 % après -1,6 %). Au final, près de 990 emplois ont été détruits dans le département en

2013. Comme en Creuse, tous les secteurs s'inscrivent à la baisse sauf l'intérim. Les pertes sont importantes dans la construction (-6,6 %), les effectifs se sont également fortement contractés dans l'industrie et les services marchands hors intérim.

En Corrèze, le recul de l'emploi salarié est moins important (280 postes de moins, soit -0,6 % après -1,4 % en 2012) mais l'emploi corrézien s'est replié plus fortement qu'au niveau national. Comme dans les autres départements de la région, seul l'intérim a été créateur d'emplois en 2013 (+12,6 %). Les effectifs ont fortement diminué dans l'industrie et les services marchands hors intérim. À l'inverse, les pertes sont contenues dans la construction malgré une conjoncture très dégradée dans ce secteur.

Hormis l'intérim, tous les secteurs s'orientent à la baisse

En 2013, l'emploi intérimaire est le seul secteur qui enregistre une hausse de ses effectifs (+10,8 % soit 530 postes) notamment grâce aux créations au quatrième trimestre. Cependant, le poids de l'intérim dans l'emploi salarié est faible, ce secteur ne rassemble que 4 % des effectifs salariés des secteurs marchands en Limousin.

Dans les autres secteurs, l'emploi salarié s'est replié. La dégradation est particulièrement importante dans la construction (-4,3 % soit 630 emplois). Les effectifs dans ce secteur sont en recul continu depuis 2009.

L'emploi industriel s'est nettement contracté (-1,9 % soit 675 emplois détruits) malgré une stabilité des effectifs au quatrième trimestre. Deux branches concentrent l'essentiel des pertes : la fabrication de biens d'équipement (-3,7 %) et un large secteur rassemblant la métallurgie, les industries du cuir, du bois et du papier (-2,5 %). À l'inverse, le secteur de l'énergie, de l'eau, de la gestion des

déchets et des activités de cokéfaction et de raffinage a été créateur d'emplois en 2013 (+1,7 %).

L'emploi dans tertiaire marchand hors intérim se replie encore

Dans le commerce, les effectifs s'inscrivent à nouveau à la baisse. Cependant, la diminution est moins conséquente qu'en 2012 (-0,8 % après -1,7 %) et les pertes se sont concentrées sur les deuxième et troisième trimestres. L'emploi dans ce secteur est reparti à la hausse à la fin de l'année 2013.

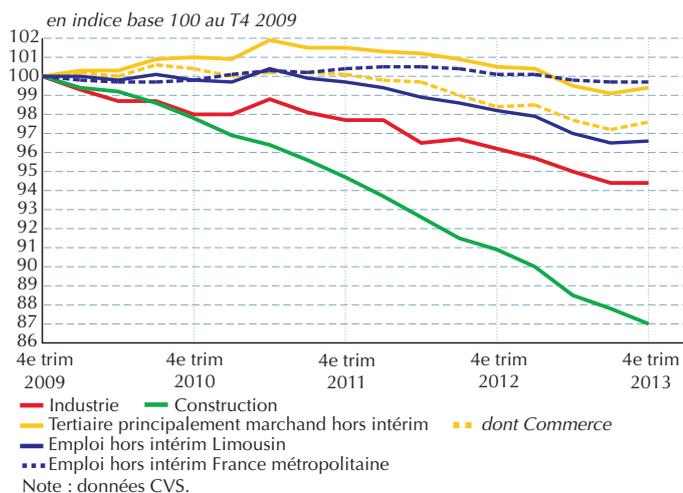
L'emploi dans les services marchands hors intérim s'est fortement contracté en 2013. Ce secteur, qui a longtemps été le moteur de la croissance de l'emploi limousin, enregistre une baisse de ses effectifs pour la seconde année consécutive, les pertes en 2013 étant nettement supérieures à celles de 2012 (-1,2 % soit 660 postes détruits après -0,5 %). Hormis les services aux ménages (+1,0 %), tous les secteurs s'orientent à la baisse. Les baisses d'effectifs sont importantes dans l'hébergement et la restauration (-3,2 %), dans les services aux entreprises (-1,5 %) et dans une moindre mesure dans les transports (-0,7 %). Le secteur des services aux entreprises avait plutôt bien résisté jusqu'en 2011 profitant sans doute d'un recours accru à l'externalisation qui expliquait en partie les pertes d'emploi observées dans certains secteurs, notamment ceux de l'industrie.

Au final, hors intérim, en 2013, la construction, l'industrie et les services marchands regroupent chacun 30 % des emplois détruits dans la région, le commerce 10 %.



Frédéric Carpentier
Insee Limousin

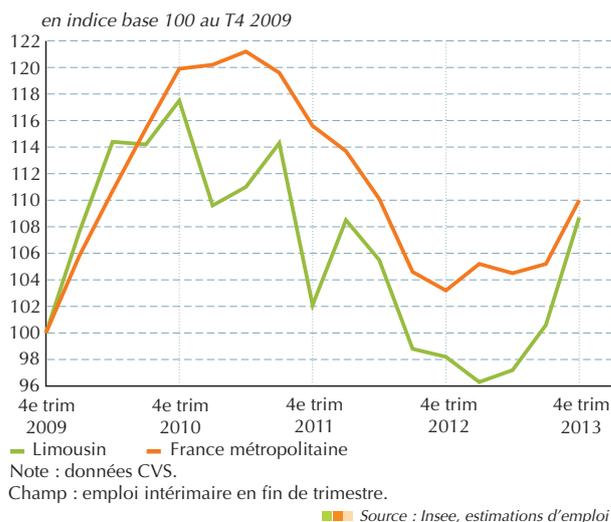
Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Limousin



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



Emploi salarié par département et par secteur

	2013 T4 (en milliers)	Glissement annuel					Total
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	
Corrèze	48,7	-1,9	-1,1	0,1	-0,4	12,6	-0,6
Creuse	15,7	-2,0	-5,0	-2,1	-1,6	3,9	-2,4
Haute-Vienne	73,0	-1,9	-6,6	-0,3	-0,8	11,2	-1,3
Limousin	137,5	-1,9	-4,3	-0,4	-0,8	10,8	-1,2

Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

Emploi salarié des secteurs principalement marchands

en %

Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	2013 T4 (en milliers)	Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2012/2007 (1)	
	Limousin	Limousin	France métropolitaine	Limousin	France métropolitaine
Industrie	34,7	-1,9	-1,6	-2,7	-2,2
Industrie agro-alimentaire	5,9	-1,2	-0,6	-2,8	-0,5
Energie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	4,1	1,7	-0,3	1,4	0,2
Biens d'équipement	5,6	-3,7	-1,8	-3,2	-2,9
Matériels de transport	1,7	-0,7	-2,1	0,7	-2,1
Autres branches industrielles	17,4	-2,5	-2,1	-3,6	-3,1
Construction	14,0	-4,3	-1,8	-2,6	-1,0
Tertiaire marchand	88,9	-0,4	0,4	-0,3	0,1
Commerce	30,1	-0,8	-0,4	-0,7	-0,2
Transports	14,8	-0,7	-0,3	-0,6	-0,2
Hébergement - restauration	7,2	-3,2	-0,4	1,4	0,9
Information - communication	2,2	-3,4	0,5	-2,2	0,4
Services financiers	5,5	-1,1	0,3	-0,5	0,2
Services immobiliers	1,5	-1,0	-0,6	-3,6	-0,9
Services aux entreprises	14,9	-1,5	0,8	1,5	1,1
Services aux ménages	7,1	1,0	0,6	1,8	0,9
Intérim	5,5	10,8	6,5	-4,7	-4,6
Total	137,5	-1,2	-0,2	-1,2	-0,5

Note : données CVS.

(1) : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

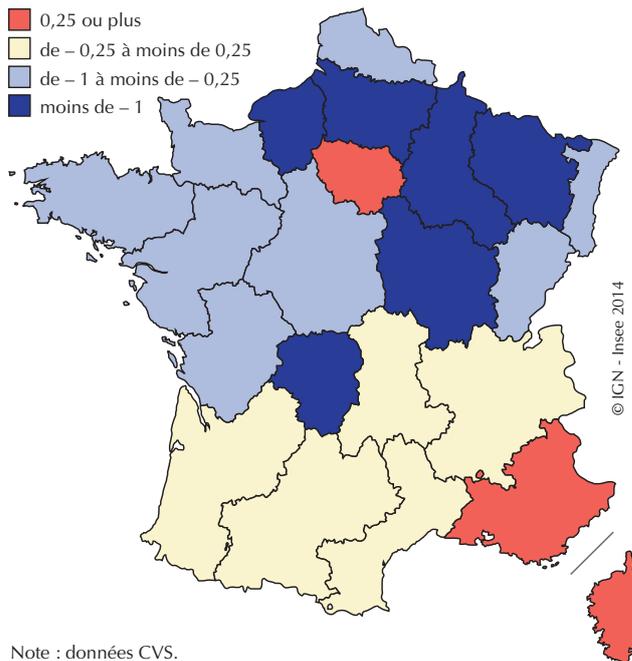
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution régionale de l'emploi salarié

France métropolitaine : -0,25 %

Glissement annuel 2013-2012 (en %)



Note : données CVS.

Champ : France métropolitaine. Emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

Premiers signes d'accalmie sur un marché du travail toujours sous tension

En 2013, la situation sur le marché du travail limousin reste difficile mais contrastée. Alors que le taux de chômage se replie légèrement, la demande d'emploi continue de progresser mais à un rythme ralenti. Le recours au chômage partiel s'est intensifié. Les mesures d'aide à l'emploi s'inscrivent à la hausse, portées par la mise en place des contrats d'avenir.

Après un premier trimestre de progression, le taux de chômage limousin s'est stabilisé avant de s'inscrire à la baisse au quatrième trimestre 2013. Au final, il est en léger repli (-0,1 point) après deux années de hausse. Il s'établit à 9,0 % de la population active, un niveau inférieur de 0,8 point à celui de France métropolitaine où le taux de chômage demeure stable en 2013.

Le taux de chômage s'est orienté à la baisse en Creuse et en Corrèze (-0,3 point) et il est resté stable en Haute-Vienne. Les trois départements limousins affichent un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale. Le taux de chômage atteint 9,5 % en Haute-Vienne et 9,6 % en Creuse. Avec 7,8 % de sa population à la recherche d'un emploi, la Corrèze demeure l'un des départements de France métropolitaine les moins affectés par le chômage.

Demands d'emplois : la progression s'infléchit

Au 31 décembre 2013, près de 50 580 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C étaient inscrits à Pôle emploi (données brutes). Leur nombre progresse ainsi de 4,7 % sur l'année, atteignant un niveau record depuis 1995, date de mise en place de la statistique actuelle. Néanmoins, cette nouvelle hausse se fait à un rythme ralenti, notamment à partir du mois d'août et demeure au final près de quatre points en dessous de celle enregistrée en 2012. Au niveau national, le ralentissement est moins marqué : le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 6,1 % en 2013 après + 8,6 % l'année précédente.

C'est en Creuse que la demande d'emploi progresse le moins : + 1,4 % alors que l'évolution constatée en 2012 était conforme à la moyenne régionale. Ce ralentissement concerne également la Corrèze où le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C augmente de 5,4 %, soit près de huit

points de moins qu'en 2012. En revanche, en Haute-Vienne, la demande d'emploi poursuit sa progression quasiment au même rythme qu'en 2012 : + 5,3 %.

L'année 2013 est plutôt favorable aux jeunes demandeurs d'emploi dont les effectifs se replient de 0,5 % en Limousin. Néanmoins, ils continuent de progresser en Haute-Vienne, plus fortement qu'au niveau national. Les seniors demeurent particulièrement touchés par la progression de la demande d'emploi : le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans demeure orienté à la hausse : + 9,1 % contre 11,5 % au niveau national. De même, les demandeurs en recherche d'emploi depuis plus d'un an sont toujours plus nombreux : + 11,7 % en Limousin, soit 1,2 point de moins qu'en France métropolitaine.

Enfin, dans la région comme au niveau national, la progression de la demande d'emploi a plus affecté les hommes que les femmes (respectivement + 5,5 % et + 3,9 % en Limousin).

Parallèlement, le recours accru au chômage partiel, déjà constaté en 2012, se poursuit : au cours du premier semestre 2013, le nombre d'heures consommées était supérieur de 8 % au nombre d'heures consommées sur l'ensemble de l'année 2012 et au final, le recours au chômage partiel aura presque doublé en 2013.

Les emplois d'avenir : dispositif phare de 2013

Pour lutter contre le chômage, les politiques de l'emploi mettent à disposition des contrats aidés qui accordent des exonérations de charges ou des aides financières aux employeurs. L'année 2013 marque la montée en puissance des emplois d'avenir dont les premiers contrats ont été prescrits fin 2012. Près de 1 100 contrats de ce type ont été signés en 2013, principalement dans le secteur non marchand. Par voie de conséquence, le dispositif

Dans cet article, seuls sont comptabilisés les demandeurs d'emploi :

- de catégorie A, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité dans le mois écoulé ;
- de catégorie B, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité d'au plus 78 heures dans le mois écoulé ;
- de catégorie C, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité de plus de 78 heures dans le mois écoulé.

traditionnel à destination du secteur non marchand (CUI-CAE) est en repli en 2013 alors que le nombre de contrats aidés du secteur marchand (CUI-CIE) reste stable. Qu'il s'agisse de contrats uniques d'insertion ou d'emplois d'avenir, plus de neuf contrats aidés sur dix sont signés dans le secteur non marchand.

Après une stabilisation en 2012, l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans via les contrats d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) repart à la baisse en 2013. Par ailleurs, le nombre de contrats de professionnalisation diminue de 2,0 %.



Frédéric Carpentier
Insee Limousin
Richard Bousrez
DIRECCTE Limousin

Taux de chômage

en % de la population active

	2012 T4	2013 T1	2013 T2	2013 T3	2013 T4 (p)	Évolution 2013T4/2012T4 (en points de %)
Corrèze	8,1	8,3	8,3	8,1	7,8	-0,3
Creuse	9,9	10,0	10,0	10,0	9,6	-0,3
Haute-Vienne	9,5	9,7	9,7	9,7	9,5	0,0
Limousin	9,1	9,3	9,3	9,2	9,0	-0,1
France métropolitaine	9,8	9,9	9,9	9,9	9,8	0,0

Note : données CVS.

p : données provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Heures consommées d'activité partielle

en indice base 100 au T1 2009



Limousin France métropolitaine

Note : données brutes, hors conventions FNE et APLD (activité partielle de longue durée).

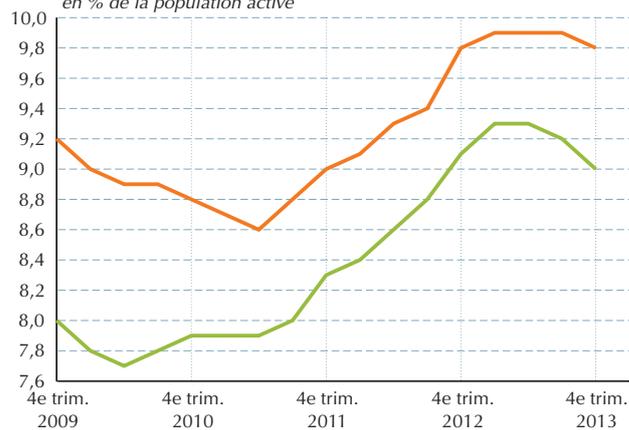
Source : DARES-DGEFP, extraction Silex

Méthodologie

Les séries de taux de chômage localisés sont révisées à partir de la publication des résultats du quatrième trimestre 2013. D'une part, le taux de chômage est revu à la baisse au niveau national suite à la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi. Ce nouveau calcul situe le taux de chômage national à un niveau inférieur de 0,5 point par rapport aux données publiées antérieurement. D'autre part, la méthode d'estimation des taux de chômage localisés a été améliorée sur différents points concernant notamment l'emploi au dénominateur des taux de chômage localisés (amélioration de la méthode de passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers...). À partir d'avril 2014, les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont réropolées de ces deux effets : elles sont cohérentes sur l'ensemble de la période d'estimation.

Évolution trimestrielle du taux de chômage

en % de la population active



Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2013 (en milliers)		Glissement annuel (en %) (1)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	24,6	17,2	5,5	3,6
Femmes	26,0	15,1	3,9	4,0
Moins de 25 ans	8,6	5,7	-0,5	-0,9
25 à 49 ans	30,3	19,0	4,6	3,3
50 ans ou plus	11,6	7,7	9,1	8,8
Inscrits depuis plus d'un an	22,6	nd	11,7	nd
Limousin	50,6	32,4	4,7	3,8
France métropolitaine	4 974,4	3372	6,1	5,6

nd : données non disponibles.

(1) : évolution de l'indicateur entre le 31/12/2012 et le 31/12/2013.

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES

Flux annuels d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi dans la région Limousin, en nombre

	2012	2013 (p)	Évolution 2012-2013 (en %)
Contrats en alternance			
Contrats de professionnalisation	1 108	1 086	-2,0
Contrats d'apprentissage	2 757	///	///
Emplois aidés du secteur marchand			
Contrat unique d'insertion - Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	367	365	-0,5
Emplois d'avenir	///	95	///
Emplois aidés du secteur non marchand			
Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement à l'emploi (CUI-CAE)	5 696	4 770	-16,3
Emplois d'avenir	21	996	///
Mesures d'accompagnement des jeunes			
Contrats d'insertion à la vie sociale (CIVIS)	1 845	1 796	-2,7

(p) : données provisoires

/// : absence de données due à la nature des choses.

Note : extraction au 29/04/2014.

Source : DARES

En 2013, les créations d'entreprises s'orientent légèrement à la baisse en Limousin

Les créations d'entreprises repartent légèrement à la baisse en 2013 en Limousin. Tous les secteurs d'activité sont concernés, hormis celui du commerce, des transports et de l'hébergement et de la restauration. Toujours largement majoritaires, les immatriculations d'auto-entreprises sont en repli alors que les créations d'entreprises individuelles progressent. Par ailleurs, les défaillances ont été moins nombreuses qu'en 2012.

En Limousin, 4 394 entreprises ont été créées en 2013. Comme au niveau national, les créations s'orientent à la baisse : - 1,5 %, soit une soixantaine de créations de moins que l'année précédente. Ce repli est moins marqué qu'en France métropolitaine (- 1,9 %) et les créations demeurent plus élevées qu'en 2011.

Les créations d'auto-entreprises en recul mais toujours majoritaires

Depuis la mise en place du régime de l'auto-entreprise en 2009, les créations sous ce statut sont majoritaires. Elles représentent 57 % du total des créations en 2013, soit cinq points de plus qu'en France métropolitaine. En Limousin comme au niveau national, la baisse du nombre de nouvelles immatriculations résulte essentiellement du recul des créations sous forme d'auto-entreprises. Les créations sous ce dispositif fléchissent en Limousin (- 2,2 %) et sont en net repli en métropole (- 10,5 %). Les incertitudes concernant la pérennité du statut de l'auto-entreprenariat lors de l'année 2013 peuvent expliquer en partie cette évolution.

À l'inverse, les créations sous forme d'entreprises individuelles sont en hausse par rapport à 2012. Si la progression reste modérée dans la région (+ 3,4 %), elle est importante au niveau national (+ 27,3 %). Un nouvel entrepreneur limousin sur cinq a opté pour ce statut.

Les créations sous forme de sociétés diminuent en 2013, de façon plus marquée en Limousin qu'en France métropolitaine (- 3,6 % contre - 0,3 %). Elles représentent près du quart des créations en 2013, une proportion moins élevée qu'au niveau national.

Dans la région, les évolutions départementales sont contrastées. En Creuse, les créations se replient fortement par rapport à 2012 (- 13,8 %), quel que

soit le statut. Les créations sont également en recul en Corrèze mais de manière plus modérée (- 1,9 %) : la forte hausse des nouvelles entreprises individuelles (+ 31,6 %) atténue la baisse des créations sous forme de sociétés et d'auto-entreprises. *A contrario*, en Haute-Vienne, le nombre de nouvelles entreprises s'accroît (+ 2,8 %) grâce à la progression des immatriculations d'auto-entreprises.

En 2013, plus de la moitié des nouvelles entreprises limousines ont été immatriculées en Haute-Vienne, un tiers l'a été en Corrèze, enfin, la Creuse représente à peine moins de 15 % des nouvelles entreprises régionales.

La baisse des créations concerne presque tous les secteurs

En 2013, le commerce, les transports, l'hébergement et la restauration rassemblent trois nouvelles entreprises limousines sur dix. Au niveau national, les nouveaux entrepreneurs ont privilégié les services aux entreprises représentant près d'un tiers des créations, soit dix points de plus qu'en Limousin.

En 2013, en France métropolitaine, tous les secteurs sont concernés par la diminution du nombre de créations, la construction étant la plus affectée. En Limousin, la tendance est similaire à une exception près ; la baisse du nombre de créations touche tous les domaines d'activité, hormis le secteur rassemblant le commerce, les transports, l'hébergement et la restauration (+ 1,8 %) où les créateurs ont privilégié le statut de l'auto-entreprise. Le nombre d'entreprises créées dans les services aux particuliers demeure stable : la hausse des créations d'entreprises individuelles compense la diminution des créations de sociétés et d'auto-entreprises. La contraction est importante dans les services aux entreprises (- 4,5 %), secteur rassemblant un cinquième des nouvelles immatriculations. Dans un contexte de

conjoncture morose, les créations sont également en repli dans la construction (- 3,4 %). Dans ce secteur, les nouveaux entrepreneurs semblent délaisser l'auto-entreprise au profit de l'entreprise individuelle (+ 57,3 %). Enfin, le nombre de nouvelles entreprises s'inscrit légèrement à la baisse dans l'industrie (- 3,3 %).

Léger recul des défaillances d'entreprises

Les procédures de redressement judiciaire enregistrées dans les tribunaux de la région en 2013 ont été moins nombreuses qu'en 2012. Elles concernent 675 entreprises, soit - 2,2 %. À l'inverse, les défaillances d'entreprises ont progressé de 2,1 % en France métropolitaine.

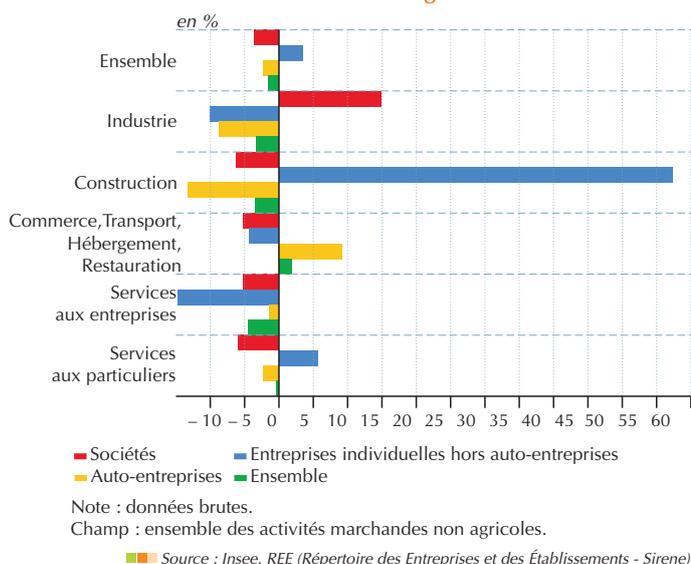
Comme pour les créations, les disparités géographiques sont importantes. En 2013, le nombre de défaillances a progressé en Creuse (+ 27,1 %, soit une vingtaine de défaillances de plus qu'en 2012). À l'inverse, les procédures de redressement sont en repli en Corrèze (- 12,3 %) et sont demeurées stables en Haute-Vienne.

Comme au niveau national, le secteur du commerce et de la réparation automobile, de l'hébergement et de la restauration ainsi que la construction sont les plus affectés. Dans la région Limousin, ils représentent respectivement 40 et 20 % des défaillances enregistrées.

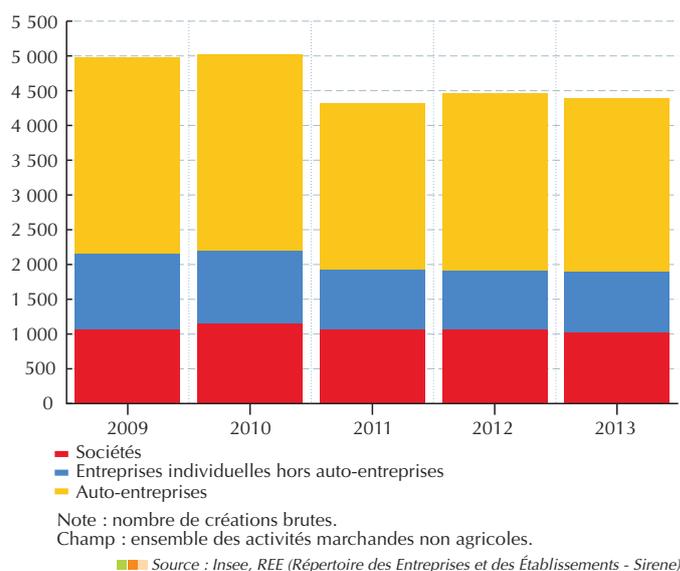


Frédéric Carpentier
Insee Limousin

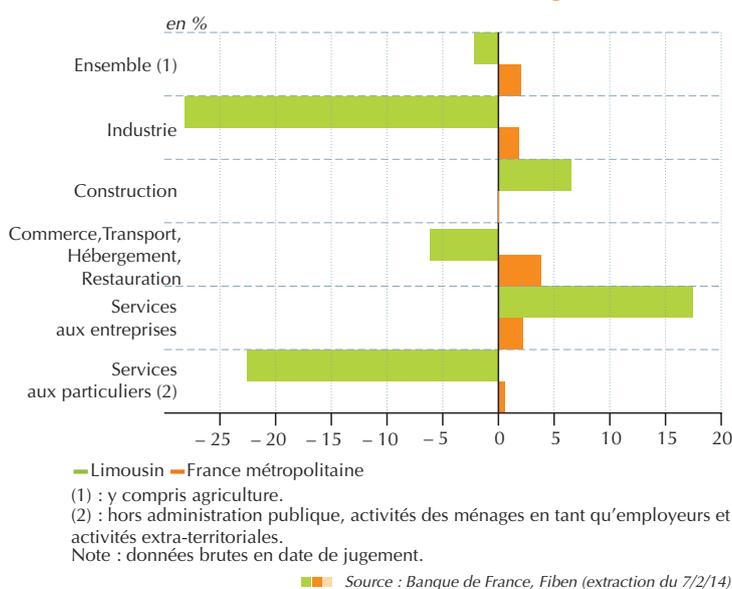
Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises entre 2012 et 2013 dans la région Limousin



Créations d'entreprises dans la région Limousin



Évolution annuelle des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité entre 2012 et 2013 dans la région Limousin



Défaillances d'entreprises par département

Département	Défaillances 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (en %)
Corrèze	214	- 12,3
Creuse	89	27,1
Haute-Vienne	372	- 1,1
Limousin	675	- 2,2
France métropolitaine	60 787	2,1

Note : données brutes, en date de jugement.

Créations d'entreprises par département

Département	Sociétés		Entreprises individuelles hors auto-entreprises		Régime d'auto-entrepreneur		Ensemble	
	Évolution 2013/2012	Évolution 2013/2012	Évolution 2013/2012	Évolution 2013/2012	Évolution 2013/2012	Créations en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	
Corrèze	- 2,4	31,6	- 14,5	- 14,5	- 14,5	1 429	- 1,9	
Creuse	- 21,1	- 21,9	- 8,8	- 8,8	- 8,8	635	- 13,8	
Haute-Vienne	- 0,2	- 9,7	7,8	7,8	7,8	2 330	2,8	
Limousin	- 3,6	3,4	- 2,2	- 2,2	- 2,2	4 394	- 1,5	
France métropolitaine	- 0,3	27,3	- 10,3	- 10,3	- 10,3	520 997	- 1,9	

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

En 2013, la baisse de la production bovine soutient les cours

Production d'herbe satisfaisante, surfaces en céréales en hausse, rendements en pomiculture corrects : l'année agricole 2013 est bien orientée pour les productions végétales limousines. Sur le marché de la viande, les abattages bovins et ovins reculent. La faiblesse de l'offre soutient les cours. Les prix des intrants restent élevés en moyenne sur l'année, même s'ils se sont orientés à la baisse à partir du printemps.

En Limousin, les surfaces en céréales, destinées essentiellement à l'alimentation des cheptels, progressent notablement en 2013 (+ 6 %). Triticale et maïs fourrage occupent chacun plus de 32 000 ha, devant le blé tendre (26 000 ha). Les rendements sont assez irréguliers d'une exploitation à l'autre. La production d'herbe est globalement satisfaisante, même si la récolte de foin s'est faite tardivement. En effet, le début d'année froid et humide a été peu favorable à l'implantation et au développement des cultures, entraînant un retard dans les calendriers de production.

La récolte de pommes retrouve un niveau normal après l'année noire liée au gel d'avril 2012. Les rendements sont corrects, mais la récolte reste inférieure à celle des années 2009 à 2011 car les surfaces en vergers diminuent régulièrement en Limousin. Avec une offre abondante au niveau national et européen, les prix au producteur sont orientés à la baisse sur le début de la campagne de commercialisation de la récolte 2013.

Viande bovine : offre faible et prix hauts

En 2013, les disponibilités en bovins ont été orientées à la baisse, en Limousin comme au niveau national. Concernant la viande finie, les abattages bovins sont globalement en repli de 4 % dans la région comme en France. En cumul sur l'année, avec 233 700 têtes, ce sont 10 000 bovins de moins qui ont été abattus dans la région. La réduction de l'offre concerne particulièrement les vaches et les génisses, dont les abattages sont inférieurs respectivement de 11 et 9 % à ceux de 2012.

Sur la période récente, l'élevage bovin limousin a été marqué par la réduction des cheptels d'animaux reproducteurs. Cette tendance à la décapitalisation

semble ralentir en 2013. Le bon niveau des cours et les incertitudes dans la mise en œuvre de la nouvelle PAC ont incité les éleveurs à maintenir les animaux dans les exploitations.

Porté par l'offre réduite, le cours de la vache limousine atteint des records en 2013, dépassant les 5 €/kg carcasse pendant plusieurs semaines. Les génisses sont également très bien valorisées, à des cours équivalents à ceux des vaches. Le prix des jeunes bovins est proche en moyenne de celui de 2012, soit d'un bon niveau. Il en est de même pour le prix du veau sous la mère qui ne faiblit pas.

Broutards : marché peu dynamique

Le niveau des exportations de broutards se maintient en 2013, après une baisse sensible en 2012. En effet, la demande est peu dynamique en Italie, qui représente 92 % des exports depuis le Limousin. Dans ce contexte peu favorable, les cours des broutards ne décollent pas et sont en moyenne annuelle inférieurs de 4 % à ceux de 2012. Sur le second semestre, ils fléchissent de façon moins marquée en race limousine qu'en charolais.

Début 2013, la collecte de lait en Limousin était très inférieure à son niveau de l'année précédente. La revalorisation du prix du lait à partir du mois de mai a permis de relancer la production laitière : celle-ci finit l'année à des niveaux proches de ceux de 2012.

La production régionale d'agneaux continue d'être orientée à la baisse, avec une diminution de l'effectif de brebis de 6 % en un an. La tendance est la même au niveau national. La faiblesse de l'offre dans les exploitations soutient les cours. Les cotations moyennes de l'agneau sur l'année 2013 dépassent ainsi selon les qualités de 2 % à 5 % celles de 2012. Elles

progressent encore en fin d'année.

Prix des intrants : enfin orientés à la baisse

Les prix d'achat des intrants ont poursuivi leur hausse jusqu'en février 2013, avant d'être orientés à la baisse sur les dix mois suivants. La diminution des cours mondiaux en céréales et oléagineux a impacté les prix des aliments pour animaux. Malgré ce repli, l'alimentation des animaux reste, en moyenne annuelle, plus chère en 2013 qu'en 2012 et continue de peser lourdement sur les dépenses des exploitations agricoles limousines.

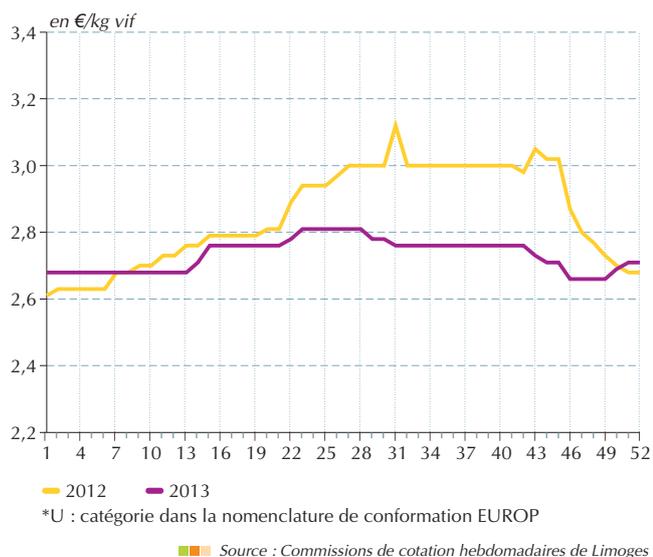
Les premières estimations issues des comptes prévisionnels nationaux de l'agriculture laissent entrevoir un repli du revenu agricole annuel moyen en 2013 après trois années historiquement élevées. Les revenus en productions bovines et ovines seraient en légère diminution par rapport à 2012. Des prix de vente en hausse, mais des volumes de productions animales en diminution et un coût de l'alimentation animale globalement plus élevé qu'en 2012, expliquent ce recul. Les revenus en élevage d'herbivores continueraient d'être inférieurs d'un tiers à la moyenne toutes productions confondues, ce qui placerait sans doute encore le Limousin au bas de l'échelle des régions françaises.

La révision importante des revenus 2012 par rapport aux prévisions incite cependant à la plus grande prudence. La forte sensibilité des revenus à la volatilité des cours sur les marchés agricoles rend l'exercice d'évaluation difficile. De plus, au-delà des écarts entre orientations, les revenus sont très dispersés d'un producteur à l'autre dans une même filière.

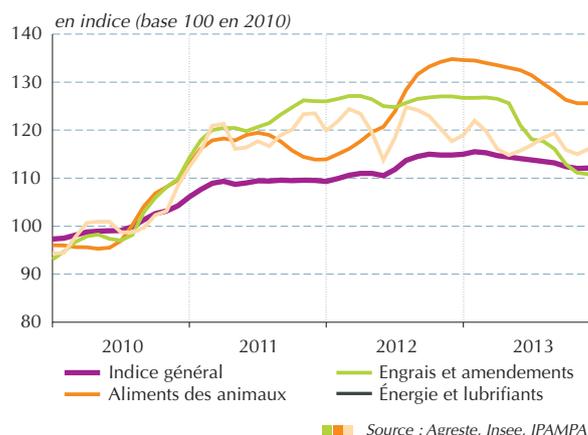


Catherine Lavaud
DRAAF Limousin

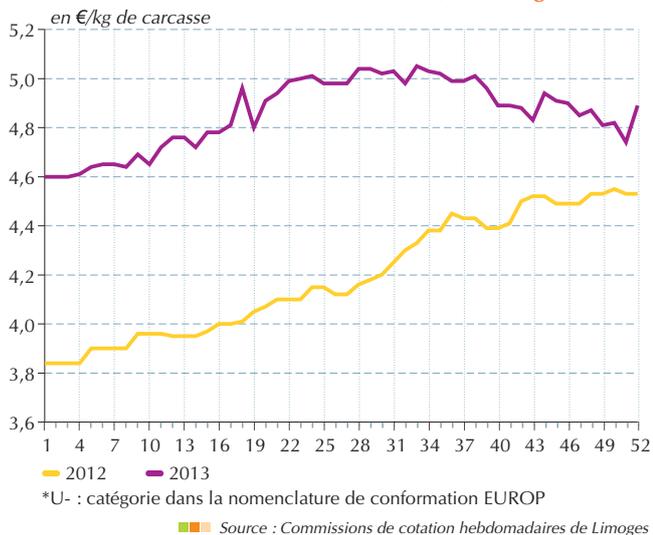
Cotation broutards limousins 6-12 mois (300 kg) U*



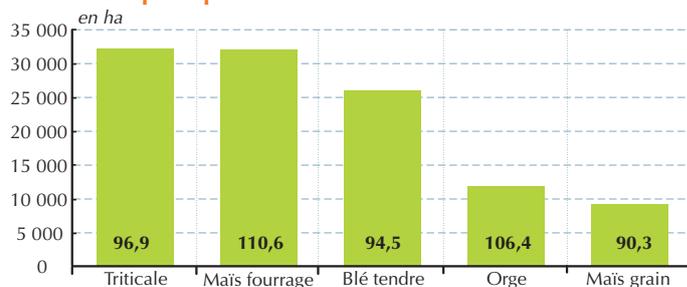
Prix d'achat des moyens de production agricole en Limousin



Cotation vaches limousines (< 10 ans, > 350 kg) U- *



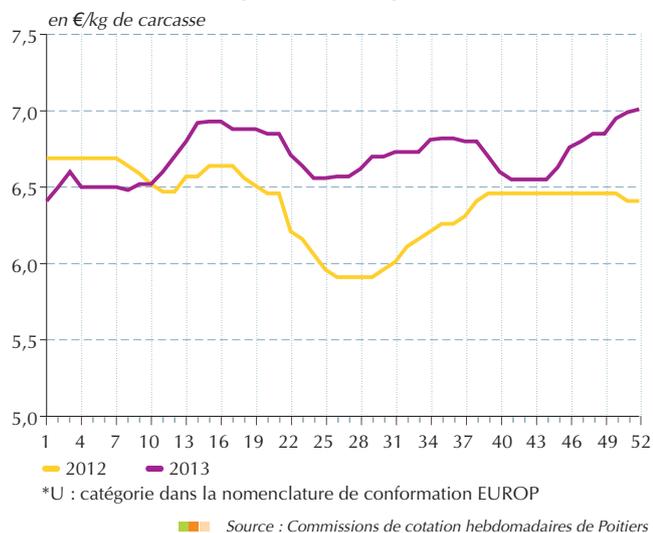
Surface (en ha) et rendement (en indice*) des principales céréales cultivées en Limousin



* rendement à l'hectare en 2013 rapporté au rendement moyen régional sur la période 2008-2012 : un indice supérieur à 100 indique un rendement supérieur à la moyenne constatée entre 2008 et 2012

Source : Agreste - statistique agricole annuelle provisoire

Cotation agneau 16-19 kg couvert U*



Production de pommes en Limousin



La construction neuve de logements au plus bas depuis vingt ans

Après deux années moroses, la crise du logement neuf se poursuit en 2013. Les mises en chantier de logements sont au plus bas depuis près de vingt ans et le nombre d'autorisations demeure faible en Limousin. L'activité se replie également dans la construction de locaux et la situation dans les travaux publics demeure incertaine. Le secteur de l'entretien et de la rénovation reste stable.

En 2013, les mises en chantier de logements en Limousin ont principalement concerné la Corrèze (42 %) et la Haute-Vienne (44 %), loin devant la Creuse (14 %). L'activité est en baisse de 15 % sur un an, contre - 5,2 % pour la France métropolitaine. Ce repli affecte particulièrement la Haute-Vienne (- 21 %) et la Corrèze (- 12 %). Il est plus modéré en Creuse avec - 2 %.

Les chantiers de logements au plus bas

Le secteur du logement individuel, qui représente près de 80 % des mises en chantier, est en recul de plus de 20 % par rapport à 2012. Les constructions de logements collectifs et en résidence progressent de 25 % mais ne compensent pas la baisse enregistrée dans l'individuel. Sur l'ensemble du Limousin, le nombre total de logements commencés en 2013 ne représente que la moitié du nombre de logements mis en chantier en moyenne chaque année depuis dix ans.

Des autorisations de logements en léger recul

En Limousin, le nombre de logements autorisés à la construction diminue de 2 % par rapport à 2012 et résiste mieux qu'en métropole (- 11,3 %). Dans la région, cette baisse résulte de la contraction de 18 % des logements en projet en Corrèze alors qu'en Haute-Vienne et en Creuse, le nombre de logements autorisés progresse respectivement de 7 % et 23 %.

Promotion immobilière neuve : un marché toujours en baisse

La vente de logements neufs accuse un recul pour la septième année consécu-

tive dans la région. À peine 110 logements ont été vendus en 2013, soit une baisse de 43 % sur un an. Ce niveau de vente est le plus bas depuis plus de quinze ans. Près de 90 % des ventes concernent des appartements. De plus, les stocks disponibles à la vente en fin d'année sont de 152 logements contre près de 600 en moyenne sur les dix dernières années.

Avec un coût de 2 530 euros par m² en moyenne, le prix des appartements baisse de 3,5 % sur un an. La région Limousin reste la moins chère de France.

La construction de bâtiments non résidentiels en repli

Les surfaces commencées pour les locaux non résidentiels sont en baisse de 13 % sur un an en Limousin contre + 1,6 % pour la France métropolitaine. Alors que le recul est faible en Corrèze (- 1 %) et en Creuse (- 4 %), la baisse est bien plus marquée en Haute-Vienne (- 26 %). Seules les mises en chantier de locaux industriels et d'entrepôts contribuent à limiter la baisse régionale.

Les autorisations de locaux sont également en recul. En 2013, le nombre de projets se replie de 9,5 % dans la région. Le regain des autorisations en Corrèze (+ 52 %) ne compense pas la diminution enregistrée en Creuse (- 48 %) et en Haute-Vienne (- 23 %).

Une activité entretien-rénovation stable

L'activité entretien-rénovation en région est globalement stable par rapport à 2012 mais diffère selon les corps de métier. Malgré un niveau d'activité jugé bas, une relative stabilité est observée pour le secteur du gros œuvre, celui du second œuvre enregistre une

légère hausse.

Moins cyclique que le marché du neuf, l'activité entretien-rénovation devrait bénéficier des mesures du Plan de rénovation énergétique de l'habitat.

Les travaux publics résistent dans un contexte incertain

L'enquête menée auprès des entreprises routières montre une évolution du chiffre d'affaires à la baisse (- 5,5 %) et des carnets de commande jugés insuffisants.

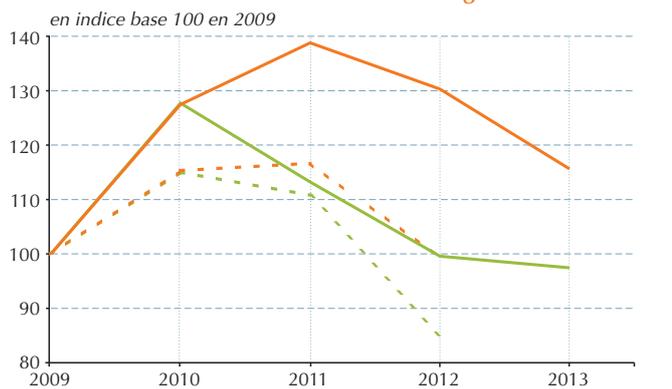
La Fédération régionale des travaux publics affiche un chiffre d'affaires stable en 2013 aux alentours de 380 millions d'euros pour le secteur. Les entrepreneurs sont en revanche beaucoup plus inquiets pour leur avenir du fait d'un manque de visibilité pour les chantiers ultérieurs.

Des conséquences sur l'emploi

L'emploi dans le BTP reflète l'activité observée dans le secteur, en diminution tout au long de l'année aussi bien pour les entreprises de bâtiment que celles de travaux publics. L'emploi intermédiaire suit la même tendance malgré une meilleure tenue au second semestre.

■ ■ ■ William Chateauvieux
DREAL Limousin
Mathieu Jammot
Cellule Économique
du Limousin BTP

Évolution de la construction de logements



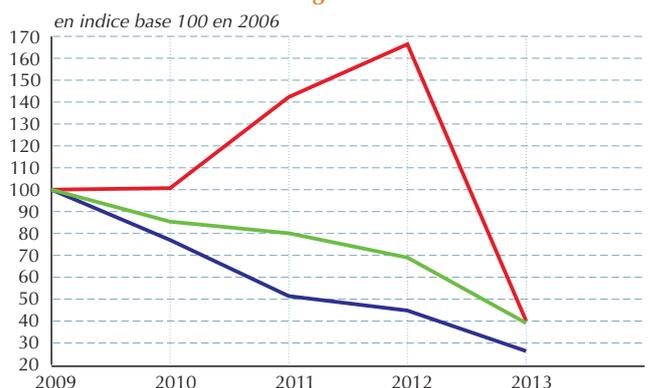
— Logements autorisés - Limousin — Logements autorisés - France métropolitaine
 - - - Logements commencés - Limousin - - - Logements commencés - France métropolitaine

Note : données brutes provisoires en date réelle.

Champ : logements individuels et collectifs

Source : SOeS, Sit@del2

Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Limousin



— Logements neufs disponibles en fin d'année — Logements neufs vendus (réservés)
 — Logements neufs mis en vente

Note : données brutes.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN

Logements autorisés par département

	Logements individuels		Logements collectifs et logements en résidence		Total		
	Logements en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Logements en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Logements en 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Évolution annuelle moyenne 2012/2007 (1)
Corrèze	874	-10,4	170	-44,1	1 044	-18,4	-7,3
Creuse	279	-18,7	176	528,6	455	22,6	-11,0
Haute-Vienne	825	-27,6	590	213,8	1 415	6,6	-13,3
Limousin	1 978	-19,5	936	80,0	2 914	-2,1	-10,7
France métropolitaine	171 851	-10,9	209 512	-11,6	381 363	-11,3	-2,2

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes, en date réelle. Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@del2

Construction autorisée de locaux non résidentiels, selon le type

	Limousin			France métropolitaine	
	Surfaces autorisées en 2013 (en milliers de m ²)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2007 (1)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2007 (1)
Artisanat	10	-64,2	nd	-8,9	103,3
Bureaux	27	-32,0	3,4	-5,6	-1,0
Commerce	65	7,5	-13,1	-9,2	-0,8
Entrepôt	33	-31,2	33,8	-23,8	9,1
Exploitation agricole ou forestière	265	2,3	-5,1	5,1	-0,5
Hébergement hôtelier	10	37,4	7,4	-15,2	6,5
Industrie	19	-31,5	-21,9	-21,3	-16,3
Service public ou d'intérêt collectif	87	-13,4	3,8	-3,7	-4,8
Ensemble	517	-9,6	-3,7	-7,5	-2,0

(1) : Taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de locaux, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée

Note : données brutes provisoires en date réelle

Source : SOeS, Sit@del2

Méthodologie

La base Sit@del2 dont sont issus les résultats de la construction est élaborée à l'aide des informations déclarées par les pétitionnaires dans les formulaires. Les informations relatives aux autorisations sont transmises par les services instructeurs ; leur remontée intervient dans les six mois après le prononcé. Les déclarations de mises en chantier sont à l'initiative des pétitionnaires ; leur remontée intervient dans les dix-huit mois après l'ouverture de chantier.

- En date de prise en compte (DPC), chaque événement (autorisation, mise en chantier) est rattaché à la date à laquelle il est intégré dans la base de données Sit@del2, laquelle peut être postérieure de plusieurs mois à la date réelle de l'événement. Cette série est utilisée en évolution sur les périodes les plus récentes pour étudier la conjoncture. Cette série n'étant pas révisée dans le temps, le cumul annuel en date de prise en compte est par conséquent la somme des données publiées sur les douze mois d'une année civile (ou douze mois « glissants »). En revanche, des écarts avec la réalité peuvent être constatés en fonction des remontées d'informations de la part des services instructeurs et/ou des pétitionnaires.

- Les séries en date réelle (DR) rattachent chaque événement (autorisation, mise en chantier) au mois au cours duquel il s'est effectivement produit. Compte tenu des délais de remontée des informations, les chiffres en date réelle sont susceptibles de révision chaque mois. La stabilisation des résultats intervient généralement dans les six mois pour les autorisations et dans les dix-huit mois pour les mises en chantier. Ces données reflètent mieux la réalité de la construction dans le temps et doivent être utilisées pour toutes les études structurelles sur l'historique de la construction excluant la période la plus récente.

Vente des maisons et des appartements neufs

	Limousin			France métropolitaine		
	En 2013 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2007 (2)	En 2013 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2007 (2)
Maisons neuves						
Nombre de ventes (1)	12	-40,0	-24,4	8 686	1,8	-12,3
Prix moyen par maison	nd	nd	-3,7	247 085	-1,4	0
Appartements neufs						
Nombre de ventes (1)	98	-43,7	-25,7	79 035	-1,7	-6,2
Prix moyen au m ²	2 530	-3,5	0,3	3 869	-0,1	3,4

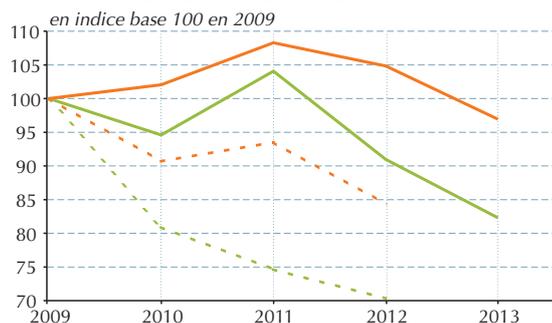
(1) : réservations avec dépôt d'arrhes.

(2) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de ventes ou le prix moyen si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN

Évolution de la construction de locaux non résidentiels



— Locaux autorisés - Limousin — Locaux autorisés - France métropolitaine
 - - - Locaux commencés - Limousin - - - Locaux commencés - France métropolitaine

Note : données brutes.

Source : SOeS, Sit@del2

Pas d'embellie pour l'hôtellerie, saison stable dans les campings

En 2013, le repli de la fréquentation hôtelière s'accroît en Limousin malgré un important retour de la clientèle étrangère. Les fermetures d'hôtels se poursuivent, principalement en milieu rural. À l'inverse, la saison des campings a été satisfaisante. L'afflux de campeurs étrangers a compensé le repli de la clientèle française.

En 2013, la fréquentation hôtelière limousine se replie pour la cinquième année consécutive. Le nombre de nuitées passées dans les hôtels de la région baisse de 3,5 % sur un an contre 0,3 % au niveau national.

Si l'impact de la crise sur l'activité hôtelière limousine a été moins important qu'au niveau national, la fréquentation n'enregistre aucun signe de reprise dans la région : depuis 2008, le nombre de nuitées est en repli de 7 %. Au niveau national, la fréquentation hôtelière a connu un rebond important en 2010 et 2011, et reste depuis à un niveau légèrement supérieur à celui de 2008.

Rebond de la clientèle étrangère dans l'hôtellerie

Après avoir largement contribué à la diminution des nuitées dans l'hôtellerie limousine, la fréquentation étrangère repart à la hausse en 2013. La clientèle étrangère représente de nouveau 12 % des nuitées passées dans l'hôtellerie, comme en 2008, contre seulement 10 % en 2012. Mais malgré une hausse de fréquentation record de 18 % sur un an, ce retour de la clientèle étrangère ne compense pas la baisse de fréquentation des touristes français.

Une fréquentation plus stable en milieu urbain

Alors que la fréquentation des hôtels de Limoges et ses environs diminue de seulement 1 % sur un an, le reste de la Haute-Vienne n'est pas épargné par la contraction de l'activité, soit - 6 % de nuitées par rapport à 2012. En Corrèze, la fréquentation progresse de 1 % sur un an dans les hôtels de Brive et ses environs, alors que dans le reste du département, elle se replie fortement (- 15 %), en lien avec la fermeture de plusieurs établissements. En

Creuse, le nombre de chambres occupées est stable mais au final, le nombre de nuitées est en repli de 6 %.

Offre et demande impactent les taux d'occupation

Les taux d'occupation des hôtels sont sensibles non seulement à l'évolution de la fréquentation mais aussi aux variations de l'offre. Depuis 2008, le parc hôtelier s'est réduit de 268 à 236 établissements. Malgré une forte baisse de fréquentation en 2013, le taux d'occupation global de l'hôtellerie limousine s'établit à 47,8 %, en retrait de seulement 2,6 points par rapport à son niveau d'avant-crise, mais à 12 points en deçà de la moyenne française.

Au sein de la région, seule l'offre hôtelière de Limoges et ses environs se maintient. Ainsi, avec une offre stable et une fréquentation plutôt orientée à la baisse, le taux d'occupation moyen des hôtels de Limoges et ses environs diminue régulièrement depuis quatre ans, de 58,9 % à 55,6 % en 2013. Sur le reste du territoire limousin, le parc hôtelier se réduit et les établissements en activité ont récupéré en partie la clientèle des hôtels ayant fermé leurs portes. Ainsi en 2013, en dehors de Limoges et ses environs, les taux d'occupation de l'hôtellerie sont légèrement supérieurs à ceux constatés en 2010.

Campings : les étrangers soutiennent l'activité

De mai à septembre 2013, la fréquentation des campings limousins a été globalement satisfaisante et demeure stable par rapport à la saison 2012. En seulement cinq mois, les campings de la région enregistrent en moyenne chaque année une fréquentation équivalente à 70 % de celle des hôtels sur un an.

En repli dans l'hôtellerie, la clientèle étrangère est orientée à la hausse de

Le champ de cet article comprend les hôtels et campings classés selon le nouveau classement entré en vigueur en juillet 2012, ceux qui n'ont pas procédé à leur reclassement ainsi que les hôtels non homologués de chaîne.

puis plusieurs années dans les campings de la région. En 2013, elle représente 37 % de la fréquentation globale des campings. L'afflux de campeurs étrangers compense le repli de la clientèle française.

Malgré une forte réduction de l'offre entre 2009 et 2012, les emplacements nus restent plébiscités et représentent deux tiers de la fréquentation. Le nombre de nuitées sur emplacements nus rebondit légèrement en 2013 (+ 1 %). En revanche, la fréquentation des emplacements locatifs diminue de 2 %, pour la première fois après plusieurs années d'essor.

Dans les trois départements, le bilan global de la saison estivale est satisfaisant, mais très contrasté selon le territoire et le type d'emplacement.

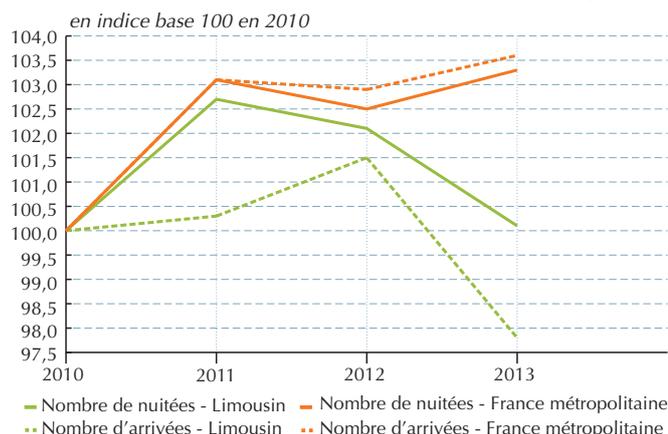


Damien Noury
Insee Limousin

Pour en savoir plus

« Saison touristique 2013 : un bilan estival contrasté », Insee Limousin, article électronique février 2014

Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings



Note : données 2013 définitives. Données 2010, 2011 et 2012 réropolées suite au changement de méthode début 2013. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : Insee ; DGCI, partenaires régionaux

Nombre de nuitées dans les hôtels par département

	Nombre de nuitées dans les hôtels			Part de nuitées effectuées en 2013 par une clientèle étrangère
	2013 (en milliers)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2010 (1)	
Corrèze	499	- 5,2	1,2	8,0
Creuse	132	- 4,3	- 1,0	7,9
Haute-Vienne	617	- 1,9	- 2,3	11,8
Limousin	1 247	- 3,5	- 0,8	9,8
France métropolitaine	197 878	- 0,3	1,4	36,4

Note : données 2013 définitives. Données 2010, 2011 et 2012 réropolées suite au changement de méthode début 2013.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Sources : Insee ; DGCI, partenaires régionaux

Nombre de nuitées dans les campings par département

	Nombre de nuitées dans les campings			Part de nuitées effectuées en 2013	
	2013 (en milliers)	Évolution 2013/2012	Évolution moyenne annuelle 2012/2010 (1)	par une clientèle étrangère	sur emplacements locatifs
Corrèze	537	- 0,2	4,8	37,4	37,6
Creuse	122	2,4	- 1,1	38,4	24,4
Haute-Vienne	200	0,4	5,4	36,1	27,4
Limousin	858	- 0,3	4,0	37,2	33,3
France métropolitaine	108 722	2,8	0,9	34,5	46,3

Note : données 2013 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Sources : Insee ; DGCI, partenaires régionaux

Fréquentation des hôtels et des campings

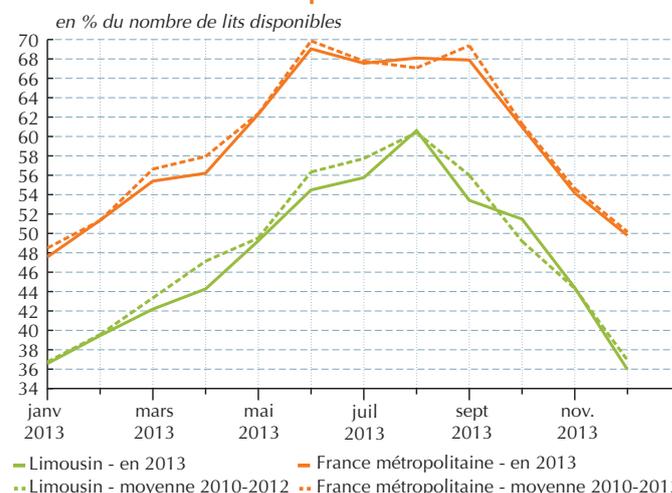
en milliers

	Limousin		France métropolitaine	
	Hôtels	Campings	Hôtels	Campings
Arrivées	908	207	109 335	20 093
Français	802	138	75 987	12 717
Étrangers	106	69	33 348	7 376
Nuitées	1 247	858	197 878	108 722
Français	1 100	539	125 886	71 255
Étrangers	147	319	71 992	37 467
Durée moyenne du séjour (en jours)	1,4	4,2	1,8	5,4
Français	1,4	3,9	1,7	5,6
Étrangers	1,4	4,6	2,2	5,1

Note : données 2013 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : Insee ; DGCI, partenaires régionaux

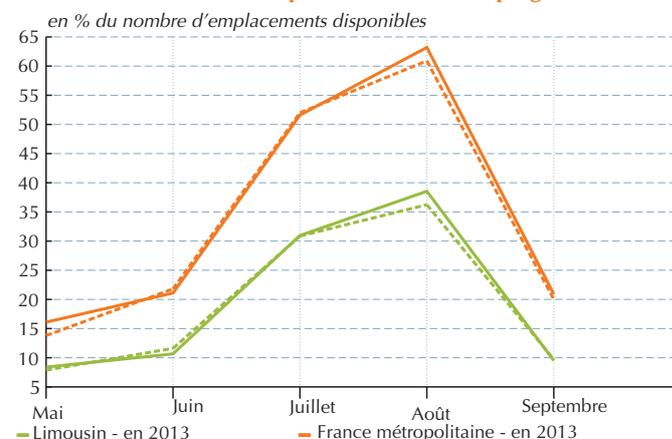
Taux d'occupation dans les hôtels



Note : données 2013 définitives. Données 2010, 2011 et 2012 réropolées suite au changement de méthode début 2013.

Sources : Insee ; DGCI, partenaires régionaux

Taux d'occupation dans les campings



Note : données 2013 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : Insee ; DGCI, partenaires régionaux

Transports : la reprise se fait attendre

Le secteur des transports en Limousin continue de souffrir de la conjoncture économique : moins d'emplois, plus de chômeurs, baisse des volumes de marchandises transportées et léger fléchissement du trafic voyageurs. Cependant, quelques signaux positifs apparaissent : progression des créations d'entreprises, immatriculations en hausse.

Sur l'ensemble de l'année 2013, les échanges extérieurs du Limousin sont restés stables par rapport à 2012. La hausse des exportations s'accélère (+ 2,3 % après + 1,3 % en 2012) alors que les importations poursuivent leur recul (- 2,7 % après - 2,0 %).

Par ailleurs, 48 entreprises ont été créées dans le secteur des transports soit quatre de plus que l'année précédente. Ceci constitue un niveau record pour la région. La bonne dynamique dans le transport routier de voyageurs a compensé le repli dans le transport routier de marchandises.

En 2013, le secteur a enregistré 18 défaillances d'entreprises, principalement au cours du premier semestre. Bien qu'en baisse de 10 % par rapport à l'année 2012, ce niveau reste élevé.

Davantage de demandeurs d'emploi et légère reprise de l'intérim

La diminution de l'emploi salarié dans les transports ralentit en 2013 (- 0,7 %). Le léger rebond du dernier trimestre ne compense pas la baisse du début d'année.

Poursuivant ainsi la tendance observée depuis 2009, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (catégories A, B, C) dans les métiers du transport et de la logistique progresse de 4,7 % en 2013, soit plus de 200 demandeurs d'emplois supplémentaires en un an. Près de la moitié des demandeurs d'emploi sont au chômage depuis plus d'un an, leur nombre a continué à augmenter (+ 12,7 %). Les plus de 50 ans sont toujours particulièrement touchés : + 8 % en 2013.

Après une année 2012 difficile, le nombre d'offres déposées dans ces métiers poursuit son recul (- 19,2 %). Malgré un sursaut au second semestre, seulement 1 612 offres ont ainsi été enregistrées. Le repli est plus fortement marqué pour les offres d'emploi de moins de six mois (- 24,5 %) que pour

les offres durables (- 8,5 %).

En revanche, le recours au travail intérimaire, qui permet aux entreprises de faire face aux mouvements conjoncturels, progresse. Le nombre de contrats conclus est en augmentation de 21 % par rapport à 2012, retrouvant ainsi le niveau record de 2011. Cette hausse est portée par les premier et dernier trimestres. La durée moyenne des missions reste quasiment stable : - 0,2 % en un an. Ainsi l'emploi intérimaire en équivalent temps plein est supérieur de 13 % au niveau de 2012 mais reste bien en deçà des niveaux 2008-2011. À l'échelle nationale, la hausse est moindre (+ 5,5 %).

Le transport routier de marchandises au plus bas depuis 2007

En 2013, dans un contexte de conjoncture économique difficile, les flux routiers de marchandises continuent de se tasser, atteignant leur niveau le plus bas depuis 2007. Tous flux confondus, les volumes globaux de marchandises transportés par la route sont en baisse. Au niveau national, les échanges sont stables.

En Limousin, les flux entrants sont les plus touchés (- 12 %), les flux sortants se stabilisent (- 2 %).

Néanmoins, selon l'enquête Banque de France, le chiffre d'affaires des entreprises reste stable, mais les marges se resserrent. Bien que les immatriculations de véhicules industriels lourds augmentent (+ 1,7 %), le montant total des investissements diminue (- 4 %).

Un trafic voyageurs en légère baisse

Sur le réseau de lignes de transport express régional (TER), la fréquentation se contracte à nouveau de 2,3 %. Différentes causes semblent expliquer ce ralentissement : essor du covoiturage, tensions sur le parc matériel, intempé-

Immatriculations : un marché automobile qui redémarre

Quelque 19 300 nouvelles voitures particulières sont enregistrées en Limousin cette année, soit une augmentation de 2,8 %. Cette tendance contraste avec le niveau national : - 5,4 % d'immatriculations de voitures neuves par rapport à 2012. Ce phénomène est porté par la Haute-Vienne (+ 11,5 %) alors que la baisse se poursuit en Corrèze et en Creuse (respectivement - 4,3 % et - 9,4 %).

ries, mouvements sociaux. De plus, le recul du trafic sur l'axe Paris-Limoges-Toulouse impacte également certaines lignes régionales.

Le trafic aérien de voyageurs se maintient en 2013 après la baisse de 8 % de 2012. Ainsi, 363 500 passagers ont été accueillis dans les aéroports limousins. Si le trafic international affiche une progression de 10 000 voyageurs, le trafic national subit une baisse de fréquentation de 11 000 passagers. La part du low-cost est en hausse modérée (+ 2,5 points) et représente près des trois quarts des voyageurs.

Suite à la mise en place de nouvelles liaisons internationales, l'aéroport de Brive affiche une croissance de près de 12 % du nombre de voyageurs transportés et enregistre son meilleur résultat. L'activité de l'aéroport de Limoges est en légère diminution (- 2,3 %). Ce phénomène concerne le trafic national (- 17 %), avec pour causes principales un nombre de mouvements en baisse et la réduction de la taille des modules sur la liaison avec Orly.

 **Jean-Philippe Poujade**
DREAL Limousin

Immatriculations de véhicules neufs

	Véhicules particuliers		Véhicules utilitaires légers (1)		Véhicules industriels à moteur (2)		Ensemble immatriculations (3)	
	2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (en %)	2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (en %)	2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (en %)	2013 (nombre)	Évolution 2013/2012 (en %)
Corrèze	6 831	-4,3	1 286	-2,4	237	5,3	8 398	-3,6
Creuse	2 233	-9,4	439	-6,8	57	42,5	2 743	-8,1
Haute-Vienne	10 239	11,5	2 355	4,0	198	-9,6	12 894	10,2
Limousin	19 303	2,8	4 080	0,7	492	1,7	24 035	2,8
France métropolitaine	1 756 952	-5,4	364 664	-4,1	45 041	-1,3	2 173 611	-5,0

Note : données brutes.

(1) : camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC.

(2) : camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers.

(3) : y compris immatriculations de transports en commun.

Source : SOeS, SIDIV

Transport de marchandises par la route

	2013 (p) (millions de Tonnes - Kilomètres transportés)	Évolution annuelle moyenne 2013/2008 (1)
Limousin		
Entrées dans la région	1 573	-6,3
Sorties de la région	1 232	-4,8
Intérieur de la région	571	-5,4

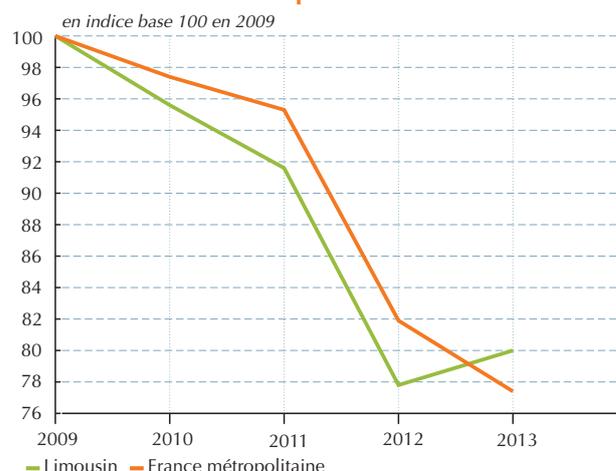
p : données provisoires.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

Évolution du nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs



Note : données brutes.

Source : SOeS, Fichier central des automobiles, SIDIV

Passagers des aéroports

	Limousin			France métropolitaine	
	Passagers 2013 (nombre)	Évolution 2013/2012	Évolution annuelle moyenne 2012/2007 (1)	Évolution 2013/2012	Évolution annuelle moyenne 2012/2007 (1)
Lignes nationales	88 133	-11,0	-6,4	2,0	0,5
Lignes internationales	272 332	3,8	-0,8	2,8	2,1
Transit	3 066	24,8	-1,1	-27,4	-4,5
Total	363 531	-0,1	-2,5	2,4	1,6
dont lignes à bas coût (low cost)	265 265	3,4	-0,9	9,1	9,3
Part des lignes à bas coût (low cost) (en %)	73,0	3,5	1,7	6,5	7,6

Note : données brutes.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Union des aéroports français

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi dans les métiers du transport et de la logistique en Limousin, par catégorie (données brutes)



Source : Direccte Limousin

Une progression des bénéficiaires de prestations sociales plus mesurée qu'au niveau national

En 2013, les Caisses d'allocations familiales du Limousin ont versé 639 millions d'euros de prestations familiales et sociales à plus du tiers des ménages de la région. Ce montant progresse de 4 % en un an, pour un nombre d'allocataires en hausse de 1,4 %.

Au 31 décembre 2013, les trois Caisses d'allocations familiales du Limousin ont versé des prestations à près de 119 300 foyers de la région, soit plus d'un ménage sur trois, pour un montant total de 639 millions d'euros, soit 4 % de plus qu'en 2012. Le nombre d'allocataires enregistre quant à lui une progression de 1,4 % en un an, légèrement inférieure à celle de France métropolitaine (+ 1,9 %).

Toutes prestations confondues, le montant mensuel versé aux allocataires de la région s'élève à 427 euros en moyenne, contre 443 euros au niveau national. Pour 27 900 allocataires, soit 23,4 % des bénéficiaires de la région, les prestations sociales constituent plus de la moitié de leurs revenus.

Des bénéficiaires de revenus garantis toujours plus nombreux

Les bénéficiaires d'un revenu garanti continuent d'être plus nombreux en 2013 : le nombre d'allocataires percevant le revenu de solidarité active (RSA) ou l'allocation adulte handicapé (AAH) progresse de 4,3 % dans la région contre 5,6 % au niveau national. Ainsi, au 31 décembre 2013, le Limousin compte 20 200 bénéficiaires du RSA. Dans la région comme au niveau national, leur nombre a progressé de 5 % en un an, soit une évolution de même ampleur qu'en 2012. Le RSA concerne 20 % des allocataires en Creuse, 18 % en Haute-Vienne et seulement 13 % en Corrèze. Dans la région, 40 % des bénéficiaires du RSA le perçoivent en complément d'une activité, contre 34 % au niveau national. Cette proportion atteint 47 % en Corrèze, 45 % en Creuse et 36 % en Haute-Vienne. Le RSA permet à près de 2 170 foyers limousins de vivre au-dessus du seuil de bas revenus, soit 1 021 euros par unité de consommation au 31 décembre 2013. Néanmoins, 17 440 bénéficiaires de cette prestation demeurent en dessous de ce

seuil.

Par ailleurs, fin 2013, 14 400 personnes perçoivent l'AAH, soit une augmentation de 3 % en un an.

L'aide au logement concerne six allocataires sur dix

L'allocation logement demeure la prestation la plus souvent versée : près de 70 000 foyers limousins en bénéficient, soit un ménage sur cinq. L'aide au logement concerne 58 % des allocataires, soit quatre points de plus qu'au niveau national. Cette proportion reste stable : l'augmentation des bénéficiaires d'aides au logement est proche de celle de la population allocataire (+ 1,8 % en un an). Le montant moyen des aides au logement s'étend de 205 euros en Corrèze à 217 euros en Haute-Vienne.

Un soutien pour l'éducation des enfants versé à 51 000 familles

Dans le cadre de leur mission d'accompagnement de la vie des familles, les CAF peuvent contribuer au financement des dépenses liées à l'éducation des enfants. En 2013, 51 000 foyers limousins ont bénéficié de ces prestations, soit 14,7 % des ménages et 43 % des allocataires de la région. Le nombre de bénéficiaires d'allocations familiales, du complément fami-

lial et de l'allocation de rentrée scolaire a progressé moins fortement que le nombre total d'allocataires.

En revanche, les bénéficiaires de l'allocation d'éducation d'un enfant handicapé et de l'allocation de soutien familial, qui soutient les familles dont l'enfant est privé de l'aide d'un de ses parents sont en plus forte augmentation : respectivement + 6,3 % et + 2,5 %, même si ces prestations concernent un nombre moins important de bénéficiaires.

Moins de bénéficiaires de la prestation d'accueil du jeune enfant

En 2013, près de 20 200 familles ont perçu la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). Ainsi, 6 % des ménages limousins ont reçu un soutien financier pour faire face aux dépenses liées à l'arrivée d'un enfant. Ce type de prestation est en baisse de 2,4 % contre - 0,6 % au niveau national. Cette diminution concerne également les bénéficiaires du complément d'activité (- 3,6 %), versé lorsqu'un des deux parents décide d'arrêter ou de réduire son activité professionnelle à l'arrivée d'un enfant, mais aussi les bénéficiaires du complément mode de garde, versé en cas de recours à une assistante maternelle (- 5,3 %).

Des garanties de revenus

Le revenu de solidarité active (RSA) garantit un minimum de ressources aux personnes sans revenu mais aussi aux « travailleurs pauvres » et constitue un dispositif de lutte contre l'exclusion et d'incitation au retour à l'emploi.

L'allocation adulte handicapé (AAH) et ses compléments complètent les ressources des personnes handicapées pour leur garantir un revenu minimal.

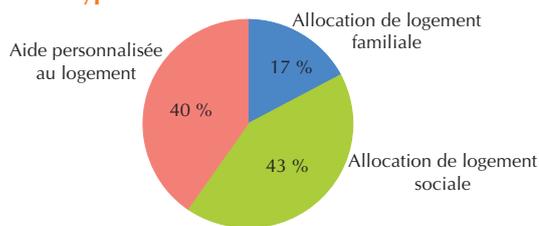
Violaine Hubert
Caisse d'allocations familiales
de la Haute-Vienne
Mathilde Pierre
Caisses d'allocations familiales
de la Corrèze et de la Creuse

Caractéristiques des allocataires des CAF du Limousin au 31 décembre 2013

	Corrèze	Creuse	Haute-Vienne	Limousin	France métropolitaine
Nombre d'allocataires	35 435	17 199	66 639	119 273	11 212 559
Population couverte	90 707	41 402	157 345	289 454	29 692 054
Montant moyen mensuel des prestations versées aux allocataires	408 €	433 €	435 €	427 €	443 €

Source : Caisses d'allocations familiales

Répartition des aides au logement par type d'allocation au 31 décembre 2013



Source : Caisses d'allocations familiales

Trois allocations d'aide au logement

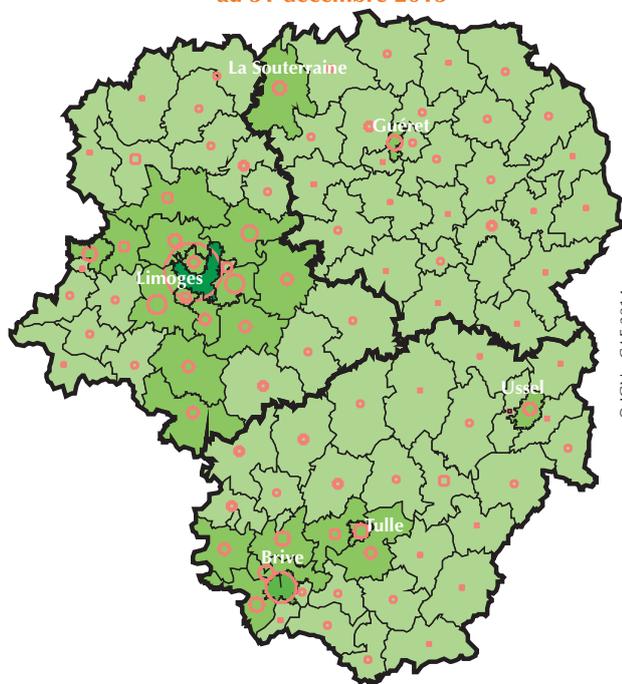
- l'aide personnalisée au logement (APL),
- l'allocation de logement sociale (ALS),
- l'allocation de logement familiale (ALF).

Ces trois aides sont versées pour aider les personnes aux ressources modestes à supporter la charge liée à leur logement (loyer ou remboursement de prêt). Elles ne sont pas cumulables.

Définition

Dans cet article, les "allocataires au 31 décembre 2013" sont ceux qui perçoivent au moins une prestation mensuelle légale au titre du mois de décembre 2013 (droit valorisé). L'allocataire est le titulaire du dossier. Il peut percevoir une ou plusieurs allocation(s) pour son compte ainsi que pour les autres personnes rattachées à son dossier.

La population couverte par les CAF du Limousin au 31 décembre 2013

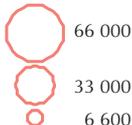


© IGN - CAF 2014

Part de la population couverte par la CAF

- Plus de 10 %
- de 5 à 10 %
- de 1 à 5 %
- de 0 à 1 %

Nombre de personnes couvertes par les CAF



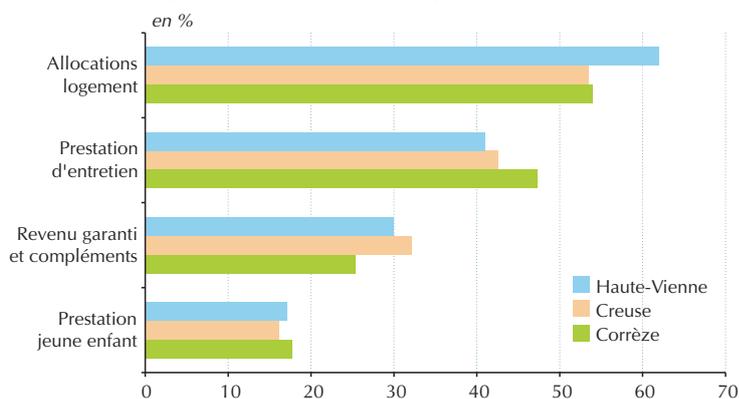
Source : Caisses d'allocations familiales

L'aide aux familles

Les prestations d'entretien permettent d'apporter une aide financière aux familles pour faire face aux dépenses liées à l'éducation des enfants (allocations familiales). Pour les familles les plus modestes, elle peut être complétée par l'allocation de rentrée scolaire et, pour les familles de trois enfants et plus, par le complément familial. Une aide peut également être versée lors d'événements particuliers (allocation d'éducation d'un enfant handicapé, allocation journalière de présence parentale, allocation de soutien familial).

La prestation d'accueil du jeune enfant soutient les familles face aux charges liées à l'arrivée d'un enfant : la prime à la naissance et l'allocation de base jusqu'aux 3 ans de l'enfant sont deux prestations soumises à condition de ressources. Le complément d'activité est sans condition de ressources et le complément mode de garde est modulé en fonction des ressources.

Part des allocataires ayant perçu une prestation des trois CAF du Limousin au 31 décembre 2013, par type de prestation et par département



Source : Caisses d'allocations familiales

Répartition des prestations versées par les CAF du Limousin au 31 décembre 2013 (en nombre) et part des bénéficiaires concernés (en %), par type de prestation

	Corrèze		Creuse		Haute-Vienne		Limousin	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Prestation d'entretien	16 758	47	7 344	43	26 915	40	51 017	43
Prestation Jeune Enfant	6 267	18	2 747	16	11 169	17	20 183	17
Prestations liées au logement	19 115	54	9 457	55	41 052	62	69 624	58
Revenu garanti et complément	8 977	25	5 818	34	19 817	30	34 612	29
Total Allocataires	35 435	*	17 199	*	66 639	*	119 273	*

* Le total est supérieur à 100 car chaque allocataire peut prétendre à plusieurs types de prestations

Note de lecture : la CAF de la Corrèze a versé 16 758 prestations d'entretien, 47 % des allocataires du département ont perçu ce type de prestation.

Source : Caisses d'allocations familiales

La direction régionale de l'Insee remercie les organismes qui ont contribué à cet ouvrage :

Caisses d'allocations familiales de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

Pour plus d'informations : www.caf.fr

Cellule économique du Limousin BTP

Pour plus d'informations : www.cerc-actu.com - Région Limousin

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

Pour plus d'informations : www.draaf.limousin.agriculture.gouv.fr

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Pour plus d'informations : www.limousin.direccte.gouv.fr

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Pour plus d'informations : www.limousin.developpement-durable.gouv.fr

 **Directeur de la publication** : Yves Calderini
Rédactrice en chef, coordinatrice : Nathalie Garrigues
Maquette et mise en page : Valérie Michard
Impression : Sotiplan - Limoges